

Le retour du débat stratégique québécois Le spectre de l'indépendance de gauche

par Marc Bonhomme

bonmarc@videotron.ca ; www.marcbonhomme.com

Depuis la fin du *printemps érable* – mais attendons la mobilisation qui s'annonce à l'occasion du Sommet de l'éducation à la fin février avant de l'enterrer – et l'élection du Parti québécois (PQ) en septembre 2012, on constate au Québec un rebond du débat stratégique qui s'insère dans celui canadien alimenté par la *vague orange* de l'élection fédérale de mai 2011. On ne peut que s'en réjouir. Sa cause immédiate s'explique par la combinaison du résultat de cette élection et la perspective d'une probable prochaine élection sur fond de stagnation économique et de soubresauts climatiques. Le noyau dur de ces débats tourne autour de la fiction ou de la réalité du souverainisme péquiste et, corollairement, de son progressisme dont la définition ratisse large car plus le PQ gouverne plus il se dévoile pour ce qu'il est, un parti de droite... ouvert au bilinguisme officiel. Au sein de ce débat se cache un débat semblable à propos de Québec solidaire préoccupant jusqu'ici les seuls anticapitalistes qui le font sous la couverture par souci de préserver leur alliance avec la direction du parti (ou, à l'autre pôle, qui en font fi par rejet soit des élections soit du système partidaire) mais qui commence à susciter l'intérêt des indépendantistes de la gauche péquiste et ceux *purzédurs* dotés dorénavant de leur propre parti, Option nationale, influant chez la jeunesse.

TABLE DES MATIÈRES	
Canada : une opposition divisée face à des Conservateurs au téflon terni	page 2
Le mirage suédois... et bolivien	page 3
Un indépendantisme ratatiné masquant son essentiel rôle stratégique	page 4
PQ et Québec solidaire, ensemble dans le piège de la <i>gouvernance souverainiste</i>	page 5
La énième résurrection de l'alliance souverainiste interclasse	page 6
Le débat sur la stratégie s'invite dans la tentative alliance des anticapitalistes	page 7
Le socialisme vert est d'abord un implacable combat anticapitaliste	page 9
L'écologisme de Québec solidaire : un moteur en panne	page 10
L'indépendance de gauche : la stratégie liant <i>Printemps érable</i> et « Idle no more »	page 12
Une stratégie à la recherche d'une organisation	page 13

3 février 2013

Canada : une opposition divisée face à des Conservateurs au téflon terni

Le débat fédéral central, de plus en plus médiatisé par l'intermédiaire de la course à la chefferie des Libéraux fédéraux (PLC), est celui concernant l'unité de la dite *gauche* entre PLC, Nouveau parti démocratique (NPD) et Verts afin de pouvoir renverser les Conservateurs (PCC), à la tête du gouvernement canadien depuis 2006, qui depuis se sont renforcés jusqu'à former un gouvernement majoritaire suite à deux élections subséquentes en 2008 et 2011. Comme tous ces partis sont plus électoralistes les uns que les autres, une fois le nouveau chef du PLC choisi ce printemps, le poids des sondages deviendra déterminant pour choisir les alignements. Joueront les failles qui commencent à apparaître au sein même du cœur albertain de la machine conservatrice entre anciens « Red Tories » à laquelle la nouvelle Première ministre albertaine est apparentée — lors de la dernière élection, en 2012, les Conservateurs albertains ont résisté à la poussée d'un parti encore plus à droite qu'eux — et les anciens tenants du « Reform », très porté sur le conservatisme moral et social. Le Premier ministre canadien en est issu bien qu'il doive résister aux dinosaures de son parti pour coller à l'électorat moyen dont le point d'équilibre est dans la populeuse Ontario.

Tant les débats québécois que canadiens tournent autour du même enjeu : la pertinence d'une unité *progressiste* dite souvent de gauche contre un parti ou une potentielle coalition de droite « debout dans ses bottes » comme on dit en France. L'affaire est d'autant plus complexe à résoudre pour les partis institutionnels que le système électoral uninominal à un tour reste inébranlable. Sur le fond, ces débats baignent dans les mêmes eaux que ceux ailleurs dans le monde impérialiste. Presque partout, à l'exception de la Grèce où les phares sont braqués sur Syriza, les solutions de type *front populaire*, étroit ou large, ont le haut du pavé. Si, au Canada et au Québec, la question se pose c'est que cette droite sans complexe voit sa mainmise compromise par une montante résistance populaire tant contre son ratatinement démocratique faisant fi de procédures parlementaires bien établis, de corruption appelant des enquêtes publiques réclamées à cor et à cri, de droits nationaux, des femmes et environnementaux reconnus que contre sa politique d'austérité tout azimut. Au Québec, le *printemps érable* combiné au scandale de la corruption sont venus à bout du gouvernement Libéral mais sans mettre les épaules du PLQ au plancher et encore moins de l'ensemble de la droite dure, tout en sombrant, encore une fois, dans l'illusion nationaliste.

Au Canada, le mouvement aborigène de la base initié par les femmes « Idle no more » a organisé des blocages de chemin de fer et de routes et de très nombreuses manifestations d'un océan à l'autre, et jusqu'aux ÉU. S'y est joint le jeûne très médiatisé d'une chef d'une petite localité nordique isolée et aux prises avec de très graves problèmes de logement et de services publics. La combinaison de ces deux mobilisations ont forcé le gouvernement du PCC à négocier à son corps défendant — tout en ébranlant l'hégémonie mâle des chefs dont la plupart sont représentés par une Assemblée des premières nations à majorité très concertationniste — mais n'a pas suffi à lui arracher des concessions à propos des importants reculs concernant le contrôle autochtone sur les terres des réserves, à propos de la protection des lacs et rivières et encore moins à propos des redevances sur l'exploitation des ressources naturelles. On verra bien si l'accord sur un agenda d'une douzaine de points entre les officielles organisations autochtones et les partis d'opposition, excluant donc les principaux protagonistes des deux côtés, le PCC et « Idle no more », sont autre chose qu'une manœuvre pour justifier la fin du jeûne de la chef d'Attawapiskat, ce qui ne semble pas être le cas pour l'instant.

Ce mouvement pan canadien, phénomène rarissime dans ce pays très marqué par ses divisions nationales, régionales et provinciales — la dernière grande mobilisation syndicale pan canadienne date de 1976 — s'accompagne d'une grogne des syndicats de l'enseignement de l'Ontario malheureusement sans grève. Elle a quand même contraint à la démission son impopulaire Premier ministre libéral, à peine plus d'un an après avoir été élu, en faveur d'une dirigeante libérale, et automatiquement nouvelle Première ministre, lesbienne avouée et fière de l'être et réputée plus à gauche quoique elle a rapidement rassuré la droite comme on pouvait s'y attendre. En Colombie britannique, cœur de la lutte écologique canadienne dont l'actuel fer de lance,

unissant écologistes et autochtones, est la lutte contre le pipeline devant relier les sables bitumineux albertains à la Côte ouest, les sondages pour les prochaines élections au printemps annoncent une claire victoire du NPD après plus de dix ans dans l'opposition. *Last but not least*, se pointe à l'horizon une autre possibilité de lutte pan canadienne, en coordination avec un mouvement similaire aux ÉU, celle pour l'étouffement de l'exploitation des sables bitumineux soit en bloquant la construction de nouveaux pipelines tant vers la Côte ouest canadienne que surtout vers les ÉU, soit en inversant le flux dans les vieux pipelines reliant l'Ouest canadien au Maine en passant par l'Ontario et le Québec. Déjà, le « *goulot d'étranglement des pipelines* » causera en 2013 une réduction drastique des revenus fiscaux albertains.

Le mirage suédois... et bolivien

Le débat fédéral se prolonge au Québec par celui sur les rapports entre les deux partis clairement fédéralistes et de droite, les deux allant de pair au Québec, le Parti libéral du Québec (PLQ), parti « naturel » de la bourgeoisie à la tête du gouvernement de 2003 à 2012, et la Coalition pour l'avenir du Québec (CAQ), parti fédéraliste nationaliste cherchant à conquérir les souverainistes de droite qui a fait une entrée remarquée à l'Assemblée nationale même si celle-ci était en deçà de ses attentes. Unis, ces deux partis pourraient aujourd'hui former un gouvernement de coalition ce qui est cependant complètement étranger aux mœurs parlementaires canadiennes plus britanniques qu'en Grande-Bretagne malgré des systèmes partidaires de plus en plus éclatés qui ne correspondent plus, même de loin, au modèle du duopole étasunien. Pour le moment ce débat est sur la glace étant donné l'identité anti-corruption de la CAQ et la corruption présumée du PLQ, que prouvera vraisemblablement la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction dite Commission Charbonneau... tout en éclaboussant le PQ. Il l'est d'autant plus que le PLQ est en processus d'élection d'un nouveau chef mais sans apparemment aucunement renouveler son discours tellement les trois prétendants appartiennent au sérail.

Le débat québécois crucial est cependant ailleurs. Mêlant les couples souverainiste/fédéraliste et gauche/droite, il semble avoir trouvé son metteur en scène en la personne de l'artiste politicien Dominic Champagne qui veut scénariser l'arène politique québécoise comme il le faisait pour certains spectacles du Cirque du soleil. Il vise rien de moins que le grand rassemblement maximaliste anti-Libéral, et on suppose anti-caquiste, au-delà des divisions nationales et de classe. Sauf pour sa brillance et sa volubilité, rien de nouveau... sous le soleil. Comme le dit Pierre Dubuc ([À propos du nouveau mouvement de Dominic Champagne](#), L'Aut'Journal, 18/01/13), secrétaire du groupe Syndicalistes et progressistes pour un Québec libre (SPQ-libre), aile gauche non reconnue du PQ, son parti pris « *gauche efficace* » à la Jean-François Lisée, aujourd'hui ministre vedette du gouvernement péquiste, n'est rien d'autre que la promotion du modèle suédois. Celui-ci a gardé au Québec sa réputation social-démocrate malgré sa sociale libéralisation au pas de course depuis plus de 25 ans (Mon essai, *La grande illusion de la social-démocratie suédoise : Plutôt un exemple de néolibéralisation au pas de course*, Presse-toi-à-gauche, [22/01/13](#) et [29/01/13](#) malgré une mise en page problématique).

Comme la Suède ne fournit pas de modèle de résolution d'une question nationale aussi décisive que celle du Québec, Dominic Champagne emprunte au PQ son *indépendance énergétique*, seule « indépendance » dont il est d'ailleurs question dans son programme — ni le PQ ni Option nationale ni Québec solidaire n'ont employé le vocable *indépendance* dans leur plate-forme électorale — pour proposer une coalition pour le contrôle nationale des ressources naturelles, lequel est clairement à distinguer du refus de l'exploitation pétrolière et gazière. Pierre Dubuc tire la couverture de son bord en interprétant la proposition de l'artiste politicien comme se réclamant du vice-président bolivien et théoricien du *capitalisme andin*, Alvaro Garcia pour qui « *[e]mpêcher des pays d'exploiter leurs ressources naturelles, c'est les maintenir dans la dépendance.* » On peut certes discuter de la pertinence pour la Bolivie et le Venezuela de miser sur leur pétrole et gaz en tenant compte de leur pauvreté, de leur dépendance face à l'impérialisme et de l'importance de ces secteurs dans leur économie nationale. Sans doute, dans

leur cas, faudrait-il plaider pour une stratégie de désengagement graduel des énergies fossiles si on est un écologiste le moins sérieux.

Mais pour le Québec, une relativement riche nation opprimée au sein d'un État impérialiste laquelle nation ne produit aucune énergie fossile et vient tout juste de larguer l'énergie nucléaire, laisser la porte ouverte à l'exploitation des énergies fossiles relève de la capitulation aux secteurs les plus réactionnaires de la bourgeoisie dont celle canadienne... et au PQ. On se serait attendu de la part de la gauche du PQ, et on s'attendrait de la part d'une éventuelle large coalition pour le contrôle des ressources naturelles, à la promotion prioritaire d'une révolution des systèmes québécois et de l'énergie et du transport de sorte à le libérer de l'utilisation des énergies fossiles d'ici 2030 comme cela est écrit en toutes lettres dans le programme de Québec solidaire... et tabletté par sa direction qui a même tenté de l'éjecter de la plate-forme électorale. Le secrétaire du SPQ-libre, en mal de se raccorder à la direction du PQ, invoque que « *[d]ans la lutte pour le contrôle démocratique des ressources naturelles, [...] une alliance de classes est possible et nécessaire. [...] Cependant, à l'heure de la mondialisation, le libre-marché des "libres entrepreneurs" n'occupe qu'une portion congrue de la scène économique.* » Tel est l'écho d'un *capitalisme laurentien* au *capitalisme andin* comme jadis résonnait le *Cuba du nord* à la révolution cubaine sans égard à l'analyse concrète de la situation concrète.

Un indépendantisme ratatiné masquant son essentiel rôle stratégique

On peut certes reprocher à Dominic Champagne de vouloir escamoter non seulement l'antagonisme de classe mais aussi celui national sous prétexte que les ressources naturelles sont de juridiction provinciale... sauf pour la question des pipelines venant de l'Ouest et de l'automatique participation fiscale et politique québécoise à l'exploitation des sables bitumineux comme le souligne à juste titre Pierre Dubuc. Reste que l'artiste politicien met le doigt sur le centre névralgique du problème quand il affirme :

« Or, s'il se limite à une lutte constitutionnelle, à un débat sur la langue et le partage des pouvoirs, le combat pour la souveraineté ne mobilisera pas à court terme, nous le savons. Il importe donc de libérer la quête de l'indépendance de l'entonnoir ethnique où il se trouve confiné, qui souvent étouffe plus qu'il n'inspire, qui divise plutôt que de rassembler, qui enrage, déprime ou désespère plus qu'il ne fait rêver. » (cité par Pierre Dubuc)

Le chef d'Option nationale est sur la même piste, en positif, quand, devant les étudiantes du Collège Maisonneuve, il évoque essentiellement des raisons économiques pour faire l'indépendance. Sauf qu'on peut s'occuper d'économie nationale autant par la gauche que par la droite. Certes, pour séduire la jeunesse, son public cible, Option nationale signale à gauche quoique dans la brume progressiste se dessine le profil d'un capitalisme national frustré par les choix stratégiques d'Ottawa favorables à l'Ouest, à l'Ontario et à l'Est :

« Que diriez-vous, au lieu des avions et des frégates militaires que le Canada nous impose d'acheter avec nos propres impôts, que nous nous dotions d'un monorail électrique interurbain? Que diriez-vous, au lieu des prisons supplémentaires que le Canada nous imposera d'ouvrir avec nos propres impôts, que nous nous offrions la gratuité scolaire à l'université? Que diriez-vous, au lieu d'aider le secteur automobile ontarien avec nos propres impôts, que nous fassions revivre le secteur forestier québécois, qui est plein d'avenir mais qui manque d'appui gouvernemental? Que diriez-vous, au lieu des aides fiscales consenties aux pétrolières albertaines à même nos propres impôts, que nous investissions plutôt dans le développement d'énergies propres et renouvelables, au bénéfice du Québec et du monde entier? Et que diriez-vous, au lieu d'un chantier naval à Vancouver et un autre à Halifax, payés à l'aide de nos propres impôts, que nous aidions le secteur aéronautique québécois à développer le nouvel avion commercial que la planète entière attend? » (Jean-Marie Aussant, chef d'Option nationale, [La souveraineté, c'est maintenant qu'il faut la faire](#), site du parti, 9/12/12)

Reste que sur ce point précis, les dirigeants de l'hypothétique grande coalition qui balance au diable vert l'indépendance, de la gauche péquiste qui accepte de la remettre aux Calendes grecques et d'Option nationale qui la veut *hic et nunc* voient plus clairs que la direction de Québec solidaire et des chefs de file anticapitaliste en alliance avec elle. Pour cette direction et ses alliés de la gauche de la gauche, l'indépendance, comme pour le PQ, se ratatine à un enjeu

constitutionnel et peut-être linguistique, ce qui la relègue en fin de liste en ces temps de crise économique et écologique. Enjeux secondaires de leur campagne électorale respective sous le vague vocable de *pays*, il n'était pas question ni pour l'un ni pour l'autre parti d'accès à l'indépendance dans un premier mandat laissant ainsi toute la place à une « *gouvernance souverainiste* » que l'ennemi fédéraliste/néolibéral a ou aurait eu beau jeu de pourfendre sans riposte. On se souvient de la tactique du *love-in* lors du référendum de 1995 jusqu'à l'invasion militaire à la Octobre 1970 en passant par le coup de la Brink's lors de l'élection du printemps 1970 où le PQ affrontait l'électorat pour la première fois... ou la création d'un climat de haine suscitant des tentatives d'assassinat de la Première ministre comme lors des élections de septembre 2012.

On aura beau objecter que ces partis précisent que le *pays* leur donnera les moyens d'une politique économique et écologique nationale, vers la droite ou vers la gauche selon le cas, la mobilisation sur ces enjeux ne joue aucun rôle dans leur stratégie respective, toute institutionnelle et constitutionnelle, d'accès à l'indépendance. Cette justification est de toute façon fautive. Dans ce marché global étouffant un unique écosystème terrestre dorénavant en crises tout aussi globales, l'indépendance de la nation québécoise sous la direction de son peuple dont la grande majorité est prolétarienne ne lui permettrait que de faire entendre sa voix dans le concert des peuples luttant conjointement pour leur libération sociale et nationale, au mieux de jalonner la voie mondiale afin d'atteindre le plein emploi écologique. La primauté stratégique de la lutte indépendantiste découle de l'histoire de la construction de l'État canadien comme prison des peuples, même si elle n'est pas le goulag. En résulte que le peuple québécois appuie ou sympathise avec la lutte pour l'indépendance nationale (Chapitre « La centralité stratégique de la question nationale québécoise au Canada » dans mon essai [Perspective québécoise : nation et impérialisme néolibéral](#), ESSF, 12/09/04) malgré la politique péquiste de découplage de la question nationale de la question sociale reprise par Québec solidaire.

Un candidat au poste de porte-parole-président du parti au congrès de mai, « *...propose de faire renaître la campagne Pays de projet dans une seconde phase axée sur la promotion de l'indépendance chez les communautés culturelles.* » ([Communiqué sur l'avenir politique d'Alexandre Leduc](#), Blog d'Alexandre Leduc, 21/01/13). La reprise d'une telle campagne à l'identique ne sera pas plus convaincante que les occasionnels soubresauts souverainistes du PQ... et encore moins pour les communautés culturelles pour qui les raisons d'être socio-économiques de l'indépendance seraient indispensables. Ce n'est pas pour rien que cette campagne avait à peine décollé au-delà de seules assemblées régionales attirant les seuls convaincus d'avance. Quand le candidat affirme que « *QS s'est libéré de cette contrainte [l'indépendance comme seul objectif] en plaçant la justice sociale, l'indépendance, l'environnement et le féminisme sur un même pied d'égalité* » ([Réponse à Catherine Caron](#), candidate d'Option nationale), il ne pense pas stratégiquement, il perd de vue que l'indépendance devrait être la clef de voûte de tout l'édifice programmatique de Québec solidaire. On a parfois l'impression que Québec solidaire veut se coller à Option nationale, si enraciné soit ce parti dans le capitalisme national, pour aller chercher ce souffle libérateur qu'il lui manque, sortir de ce pragmatisme à courte vue qui le plombe.

PQ et Québec solidaire, ensemble dans le piège de la *gouvernance souverainiste*

L'indépendance du Québec, c'est le maillon faible de la domination de la bourgeoisie canadienne y compris son aile québécoise. Il est vrai, cependant, que cette dernière a pu, dans les années soixante et soixante-dix, jouer avec le feu tellement elle était écrasée par la composante centrale ontarienne et même celle anglo-québécoise qui avait cependant perdu son hégémonie canadienne depuis la fin de la Deuxième guerre mondiale. La construction de la voie maritime du St-Laurent, dans les années cinquante affaiblissait la centralité économique du port de Montréal puis, dans les années soixante-dix, la saga de l'aéroport de Mirabel précipitait la fin de la vocation montréalaise comme plaque tournante internationale. Depuis, le succès relatif de quelques champions « Québec Inc. » grâce au soutien du gouvernement québécois et de ses bras financiers, rescapés d'une myriade d'échecs, a raffermi la confiance de ce qu'on a appelé trop vite la *bourgeoisie québécoise*. Leurs réussites signifient que ces moyennes et petites multinationales bien de chez

nous — Bombardier, Quebecor, SNC-Lavallin, Banque nationale, CGI, Cambior, Cascades, Olymel, Saputo, Cirque du soleil — se définissent par rapport au marché canadien ou mondial et de ce fait s'appuient d'abord et avant tout sur le gouvernement canadien. Cette logique est aussi partiellement applicable aux coopératives Desjardins et Fédérée mais pas du tout à l'empire Desmarais (Power Corporation) qui appartient au sommet financier de la bourgeoisie canadienne qu'il a intégré suite à de sourdes luttes contre la torontoise Bay Street sans passer par Québec Inc. ou à peine.

Le PQ n'est plus nécessaire aux affairistes québécois. Au contraire, dans ce monde de plus en plus polarisé, ses relents référendaires, surtout après le traumatisme de 1995, ne font plus rire ces messieurs et quelques dames malgré le zèle péquiste à s'aplatir devant leurs intérêts en parole et de facto à la vitesse de l'éclair. La direction de Québec solidaire n'est pas sans percevoir ce terrain miné. Un indépendantisme de gauche, à la fois de libération nationale et sociale, créerait une dynamique de rupture jugée tabou par sa direction sociale-libérale et qui est accueillie non sans appréhension par sa base certes plutôt antilibérale mais de ce fait plus portée sur un impossible gradualisme que sur les ruptures. Pour la direction Solidaire, mieux vaut alors donner dans le social que dans le national sans tenir compte des étroites limites de possibles avancés significatifs sur ce terrain sans gagner l'indépendance. Le peuple québécois ne contrôle pas les secteurs de la finance, du commerce interprovincial et international, des communications et des transports, lesquels, contrairement aux ressources naturelles, sont à quasi 100% sous dominance fédérale, sans compter les plus importants programmes de soutien du revenu et, bien sûr, les affaires extérieures et militaires.

Mais comme l'électorat Solidaire se compose d'une forte majorité indépendantiste, il faut bien lui donner des garanties. La direction Solidaire, après des débats déchirants en son sein et avec sa base, s'est dotée d'une stratégie, purement institutionnelle, qui s'apparente à une course à obstacles : la triptyque élection d'un gouvernement solidaire, assemblée constituante avec une vaste consultation populaire, référendum. On se rend de plus en plus compte qu'elle ne pourra pas se conclure lors d'un premier mandat ce qui tombe sous le sens tellement les étapes sont nombreuses, complexes et parsemées d'embûches. À la direction de Québec solidaire, il n'y a que l'imprévisible député de Mercier, partisan avant les élections d'une alliance de « gauche » contre la « droite » libérale et caquiste, qui se soit compromis verbalement en 2011 pour un échéancier irréaliste de moins de trois ans. Tout en tombant dans le même piège de la *gouvernance souverainiste* que le PQ, Québec solidaire s'en distingue en proposant une porte de sortie balisée à amorcer lors du premier mandat... à la crédibilité douteuse tellement elle est découplée des réels rapports de force qui annoncent un scénario plus musclé. Comme les deux plus importants partis souverainistes baignent dans la même eau de l'approche constitutionnelle de l'indépendance — le PQ est d'accord avec une assemblée constituante... non élue — et de son corollaire, la *gouvernance souverainiste*, on devine tout de suite la clameur réclamant une alliance, ce qui est encore plus attisé par la présente conjoncture.

La énième résurrection de l'alliance souverainiste interclasse

Préalablement à sa tentative tout azimut de grande coalition, le charismatique et versatile Dominic Champagne, avant les élections de septembre, proposait une coalition des partis souverainistes pour ensuite évoluer, constatant que ses vœux n'étaient pas réalisés, vers sa grande coalition en passant par le ballon d'essai sans lendemain de sa propre candidature *libéral indépendant*. Le vide a été comblé par une nouvelle initiative de coalition souverainiste. Aiguillonné par les prochaines élections qui pourraient survenir à court ou moyen terme, le grenouillage de la mouvance souverainiste pour l'unité électorale ressuscite de ses cendres pour contrer les partis fédéralistes détenant la majorité parlementaire même s'ils ne gouvernent pas. Tout ce beau monde vient de s'unir ce janvier-ci, pour une énième fois, dans une *Convergence nationale* qui se propose de réunir en congrès tous les souverainistes en mai. En parallèle, la jeunesse souverainiste forme *Génération nationale*. Leur stratégie de rassemblement n'est pas autre chose que la vieille marotte de l'alliance péquiste qui a prouvé son échec historique depuis belle lurette :

« Nous sommes une coalition de gens de gauche comme de droite qui veulent ramener l'idée de nation et une défense accrue de la nation », a affirmé le président du nouvel organisme [Génération nationale]... » (Louis-Philippe Sauvé, [Lancement de Génération nationale](#), L'Aut'Journal. 22/01/13)

La réaction des trois partis souverainistes en a été à l'avenant. Le PQ a vite donné son accord tout en faisant semblant de manquer d'enthousiasme pour ne pas vendre la mèche pendant que Québec solidaire et Option nationale ont manifesté une grande tiédeur... mais aucunement un refus. Comme les deux partis junior font partie, avec le PQ et le Bloc, du plus ancien Conseil de la souveraineté lequel appuie *Convergence nationale* en plus de connaître un regain de vie après s'être débarrassé de son président fatigué et discrédité en faveur d'un ancien ministre péquiste, il va falloir que ces deux partis tranchent avant la mi-mai. Option nationale le fera à son congrès de mars et Québec solidaire à celui du début mai. Cette valse-hésitation se mêle à une décision en décembre dernier de Québec solidaire « *d'initier des discussions avec Option nationale pour étudier la possibilité d'un rapprochement* ».

Pour être certain que la chatte n'y retrouve pas ses petits, voilà que le représentant officiel de Québec solidaire au Conseil de la souveraineté anticipe la décision du congrès du début mai en dénonçant à bras raccourcis

« [I]a démarche proposée [qui] relève de la proclamation. Elle est confuse à souhait et elle tire dans toutes les directions. Elle relève pour une grande part de la politique des bons sentiments si ce n'est tout simplement d'une pensée magique. [...] Toute cette démarche repose sur un immense déni. [...] Entre faux diagnostics et fausses perspectives... » (Bernard Rioux, [Les questions stratégiques incontournables pour qu'une véritable Convergence nationale voit le jour](#), Presse-toi-à-gauche, 15/01/13)

Il faut croire que ce représentant officiel met son poste en jeu en défendant une position en débat dans le parti laquelle position n'est pas jusqu'ici celle de sa direction qui l'a nommé à ce poste non électif.

Lors d'une entrevue au Devoir à quelques jours de l'échéance électorale (Marco Bélair-Cirino, [Amir Khadir et Françoise David au Devoir – « On veut tirer le PQ vers le centre-gauche »](#), Le Devoir, 31/08/12), les deux porte-parole affirmaient que si le parti détenait la balance du pouvoir, sa direction serait prête à promettre au PQ au moins un an de soutien sans aucune condition. Pire, ils y renouvelaient l'offre d'alliance « *progressiste et souverainiste* » pour la prochaine élection à la seule condition d'obtenir la proportionnelle mixte. Depuis lors, la dure réalité néolibérale du PQ à la barre gouvernementale a passablement calmé ces ardeurs. Maintenant « [Québec solidaire accuse le Parti québécois d'avoir trompé les électeurs](#) » (La Presse canadienne dans Le Devoir, 27/01/13). Les humeurs de la direction de Québec solidaire voguent au gré de la conjoncture du moment. Le document de réflexion soumis aux membres en vue du congrès de mai oscille et tergiverse entre rejet du PQ comme parti droitier, identitaire et de gouvernance et une invitation pressante à construire une coalition en passant par mille et une considérations, avec une abondance de statistiques, sur les avantages et inconvénients d'une coalition. Reste que le pragmatisme électoraliste y pèse plus lourd que l'analyse politique.

On devine d'avance la parade péquiste le moment voulu : « *Minoritaire, on a fait ce qu'on a pu en début de mandat, il nous faut maintenant la majorité. De toute façon, serait-ce responsable, tant économiquement que nationalement, de laisser tomber le pactole pétrolier gaspésien qui s'annonce* ». La question des alliances n'est pas prête de disparaître bien que la direction péquiste veille au grain pour préserver son hégémonie d'où son refus de la proportionnelle. Quant à la direction de Québec solidaire, elle essaiera d'arracher au congrès une masse de manœuvre suffisante pour avoir les mains libres. On verra au début mai ce que le congrès de Québec solidaire en pense, lui qui au début de 2011 avait fermé la porte à toute alliance au grand chagrin de la direction nationale... qui n'en a pas tenu compte dans ses déclarations publiques. C'est le PQ qui finalement n'en a pas voulu en refusant la seule condition réelle posée par Québec solidaire, soit la proportionnelle pour le scrutin subséquent.

La position tranchée du représentant officiel de Québec solidaire au Conseil de la souveraineté a vivement fait réagir un collectif anticapitaliste néo-stalinien, le Parti communiste du Québec (PCQ),

position que s'est empressé de diffuser SPQ-libre. Cette réaction a comme fondement leur dogmatique stratégie de *front populaire* qui a fait le lit du catastrophique « socialisme du XX^è siècle ». Il faut cependant reconnaître que la position du PCQ, si on se limite au strict cadre institutionnel, est conséquente mais contestable : on peut raisonnablement conjecturer un rapide gouvernement Solidaire majoritaire tout comme y sont arrivés l'Union nationale des années 30 et le PQ de la fin des années 60-début soixante-dix ou encore l'impossibilité de rallier le PQ à la stratégie de la Constituante élue. Reste que le *front populaire* apparaît comme le raccourci royal pour réunir les « conditions gagnantes » afin de déclencher la stratégie triptyque de Québec solidaire, si irréaliste soit-elle :

« Considérant sa récente nomination comme représentant de Québec solidaire au sein du Conseil de la souveraineté, considérant également le fait que toute cette question d'alliance est justement supposée faire l'objet d'un débat important, lors du prochain congrès de Québec solidaire, ce printemps, on aurait pu s'attendre à un peu plus de retenue de la part du camarade Bernard Rioux.

« Ce qu'oublie encore Bernard Rioux, est le fait que même ce projet de mise en place d'une assemblée constituante, nécessiterait, au départ, une alliance entre les trois grands partis souverainistes, et donc y compris avec le PQ, pour ensuite pouvoir penser obtenir, dans un éventuel prochain rendez-vous électoral, une majorité de sièges détenus par des députés souverainistes à l'Assemblée nationale. » (PCQ et Guy Roy, [Excommunier est rarement productif ...](#), L'Aut'Journal, 21/01/13)

Le débat sur la stratégie s'invite dans la tentative alliance des anticapitalistes

Il s'avère que le représentant non élu de Québec solidaire au Conseil de souveraineté est aussi dirigeant d'un collectif anticapitaliste, Gauche socialiste (GS), un des initiateurs de l'actuelle démarche d'unité des anticapitalistes de Québec solidaire. En partant, se révèle une profonde divergence entre deux collectifs anticapitalistes sur les alliances, donc sur la stratégie. Ce qui démontre que là est le cœur du problème. Cette unité anticapitaliste suppose une entente sur la stratégie que devrait avoir Québec solidaire, en plus d'une tactique commune d'intervention interne et externe, à moins de se résigner à des accords ponctuels, ce qui serait un pas en avant... ou encore à escamoter le problème avec une idée à la mode qui noie les choix à faire, ce qui serait un cul-de-sac.

Pour sauter par-dessus la difficulté, un des deux seuls textes publics (Gauche socialiste, [Regrouper la gauche anticapitaliste de Québec solidaire](#), ESSF, 15/11/12) qui structure cette démarche, pour le moment opaque, marginalise la question nationale et ignore tout bilan de la construction de Québec solidaire et de ses prédécesseurs tout comme celui du *printemps érable* (Mon essai, [Les anticapitalistes de Québec solidaire dans l'impasse, Rejeter le front populaire, construire le front uni](#), mon site web, 20/11/12). À la hussarde, ce texte propose d'emblée la thématique à la mode de l'« écosocialisme » ce que récuse le seul autre texte public provenant d'un autre collectif qui souligne que « [l]e plus important est de construire l'unité sur des considérations stratégiques plutôt qu'idéologiques [ce qui signifie identifier] les forces sociales qui vont barrer la route à son projet de société... » (Alternative socialiste, [Québec solidaire: Réponse à un texte de GS sur les anticapitalistes](#), 26/11/12).

Comme GS a fait une alliance avec la direction du parti, ce qui a valu cette nomination à son dirigeant, elle est liée à la stratégie triptyque de la direction. Ce collectif y est d'autant plus attaché qu'il l'a promu et jamais renié. Or cette stratégie n'accorde à la rue, au mieux, qu'un rôle de soutien très encadré, en plus de révéler ses limites lesquelles l'acculent dans le même cul-de-sac de la gouvernance que le PQ. Coincé, le dirigeant de GS essaie de s'en tirer en n'en présentant une version déformée tout en prétendant que le problème de la « gouvernance souverainiste » ne s'applique qu'au PQ :

« Écartons l'idée de l'élection d'un bon gouvernement provincial comme d'un passage obligé vers un référendum consultatif laissé à un horizon indéfini. Posons la nécessité que ce soit le peuple lui-même qui soit le principal sujet de sa libération nationale. Posons la nécessité de l'élection d'une constituante au suffrage universel comme un instrument essentiel de la reprise en mains par le peuple de la définition d'un Québec indépendant à bâtir. » (Bernard Rioux, [Les questions](#)

[stratégiques incontournables pour qu'une véritable Convergence nationale voit le jour](#), Presse-toi-à-gauche, 15/01/13)

Exit le préalable électoral et la conclusion référendaire, et même la parité femme-homme et la représentativité socio-économique comme de toute référence à Québec solidaire. Fait son entrée subrepticement « *le peuple lui-même qui soit le principal sujet de sa libération nationale* » ce qui n'a rien à voir avec la stratégie purement institutionnelle, telle que définie par le programme et la plate-forme du parti, mais une tentative de la réconcilier avec une grande mobilisation dans la lignée de l'étape prolétarienne 1966-1976 de la dite « révolution tranquille » qui ne fut ni une révolution ni tranquille. Cette confusion entre stratégie institutionnelle et stratégie de la rue ne peut être propice à clarifier les choix stratégiques qu'exige l'unité des anticapitalistes au sein de Québec solidaire.

Il n'est alors pas étonnant que GS veuille éviter de faire des bilans et qu'il relègue la question nationale à quelques lignes dans un texte d'une quinzaine de pages alors que cette question a été pour GS centrale pendant des années dans son discours au sein de Québec solidaire comme un des grands promoteurs de la stratégie triptyque. Il est paradoxal que ce dirigeant qui saute aux conclusions fasse la recommandation contraire aux tenants de la grande convergence souverainiste : « *Le mouvement indépendantiste ne pourra se remettre en action et refonder son unité en refusant de tirer le bilan historique de son action.* » Ainsi l'imbroglio québécois du débat sur les alliances, lui-même reflet du débat général canadien et peut-être mondial de la meilleure stratégie pour contrer la droite, se répercute sur les efforts de rassemblement des collectifs anticapitalistes de Québec solidaire. La magie écosocialiste pour éviter de faire la lumière sur la petite histoire pas toujours édifiante des anticapitalistes au sein de Québec solidaire et de ses prédécesseurs, et par rapport aux saillis de la concomitante lutte sociale, se brise finalement sur l'écueil des compromissions qu'on ne peut plus garder sous les feux des projecteurs suite à leurs contradictions qui menacent de se rompre.

Le socialisme vert est d'abord un implacable combat anticapitaliste

Qui dit d'ailleurs que le recours au deus ex machina de l'écosocialisme n'est pas intrinsèquement sans problème ? Cette thématique, relativement nouvelle et vierge au Québec, au Canada et aux États-Unis, a un passé plus long et plus chargé dans la « vieille Europe » où est né le mouvement vert, particulièrement en Allemagne. De commenter un chercheur principal à l'Institut d'analyse sociale critique de la Fondation Rosa Luxemburg à Berlin, et co-rédacteur en chef du journal de LuXemburg :

« *L'idée de "l'écosocialisme" a échoué parce que son intervention a coïncidé avec des ruptures profondes dans l'histoire mondiale, à savoir l'effondrement du socialisme d'État et la montée du néolibéralisme. Le socialisme n'était plus en vogue, il a été considéré comme un projet ossifié et vaincu. Le courant de l'écosocialisme de gauche s'est réduit en un culte sympathique, qui a souligné ce qui devrait être, mais qui est rarement intervenue dans des luttes concrètes socio-écologiques.* » (Mario Candeias, [What is 'Socialist' about 'Green Socialism'?](#), The Bullet, 24/01/13, ma traduction de l'anglais lui-même traduit de l'allemand)

On est en effet frappé de la popularité abstraite de l'écosocialisme qui génère colloques et articles d'intérêt général. Rares sont cependant les luttes réellement existantes et les programmes politiques concrets pouvant s'en réclamer. N'est-ce pas cette raison qui explique le dépérissement du *Ecosocialist International Network* ? Ce qui amène le chercheur anticapitaliste allemand à opposer au capitalisme vert ou à l'économie verte le concept de « "socialisme vert" [qui] doit être reliée aux luttes concrètes... » auxquelles manque souvent une conscience écologique.

Comme le souligne le co-rédacteur de LuXemburg, le « socialisme vert » concerne la redistribution de la richesse, l'annulation des dettes, la réforme fiscale, la nationalisation des principales banques, des budgets participatifs, l'expansion des services publics gratuits, dont le transport public, mais aussi ceux

« *...axés sur les services sociaux tels que la santé, les soins aux personnes âgées, la garde d'enfants, l'éducation, la recherche, la nutrition, la protection de l'environnement et d'autres. Dans ces*

domaines, tous se sont plaints de pénurie depuis des années. Dans le même temps, ils sont les seuls secteurs dans les pays industrialisés où l'emploi est à la hausse. Ils doivent rester sous contrôle public et ne doivent pas être exposés au marché. Ce serait une contribution à l'"écologisation" du mode de production existant (travailler avec les gens en général ne pas conduire à la destruction de l'environnement)... »

Intrinsèquement, le socialisme vert est féministe. Il fait des emplois féminins, les plus mal payés et les plus précaires, le noyau de l'économie nouvelle. Ces emplois ont la particularité de connecter directement les humains aux humains, sans la médiation de la marchandise réifiée malencontreusement bien souvent appelée « bien ». La chose-marchandise, c'est la marchandise pure. Contrairement aux « services », elle seule s'accumule, se stocke pour traverser le temps et se transporte pour traverser l'espace. Dans l'économie nouvelle du socialisme vert, les « biens » seront au service... des « services » et non pas l'inverse comme dans l'économie capitaliste. Ce sera une économie des relations et non pas une économie des choses, une économie de la vie et non pas de la mort. La révolution des systèmes de l'énergie et des transports, de l'agriculture, des rapports ville-campagne ne peut être aussi que la révolution des rapports sociaux. On imagine les difficultés de la transition :

« Il n'y aura pas un passage en douceur vers une économie restructurée: il est impossible de relever le défi de la réduction des émissions de gaz à effet de serre de 80 pour cent et de propulser l'économie tout entière de l'âge de 150 ans d'énergie fossile vers l'"avenir solaire" sans ruptures et crises.

« Ces interventions ne concernent absolument pas l'augmentation de la plus-value, mais la réduction de la consommation d'énergie et de matières premières ainsi que l'évaluation du travail en fonction de sa contribution au développement humain et à l'enrichissement global dans les relations sociales. »

Récemment, le Parti de gauche français, un parti antilibéral, a fait un tournant écosocialiste qui n'est pas sans soulever moult questions de la part de son aile anticapitaliste :

« Si tabler sur une victoire électorale d'un bloc de forces écosocialistes est une des hypothèses stratégiques à envisager, encore faut-il insister sur le fait que cette victoire ne pourra être que le premier acte d'une bataille sans merci avec les forces politiques et sociales hostiles à toute perspective de transformation sociale et écologique. La résistance des classes dominantes serait immédiate, et s'appuierait sur des moyens considérables : financiers, économiques, bureaucratiques... et probablement militaires également. Elle ne serait pas simplement l'œuvre du seul capital financier, mais aussi du capital industriel ainsi que d'une bonne partie de l'appareil d'Etat et des médias. [...]

« Dans ce cadre, plusieurs points fondamentaux doivent à notre avis être mis en évidence clairement : le fait d'associer perspective de mobilisation autonome des classes populaires et perspective gouvernementale, la nécessaire rupture avec l'Etat actuel, une perspective anticapitaliste posant la question de la propriété des grands moyens de production et d'échanges, sans laquelle il ne saurait y avoir d'écosocialisme, et s'appuyant sur l'autoorganisation populaire. » (Gauche anticapitaliste – France, [Contribution suite aux assises pour l'écosocialisme](#), ESSF, 22/01/13)

Pour dire vrai, les forces opposées à l'écosocialisme vont tirer dans toutes les directions bien avant la conquête de la présidence et de la majorité parlementaire. Un membre de cette gauche anticapitaliste rappelle que « *cette révolution [citoyenne] actée par les urnes [...] se nourrit de la confrontation électorale, des mobilisations de la société et du débat démocratique* » puis pose la question : « *Mais quelle combinaison entre ces niveaux ? Quelle priorité le cas échéant ?* » (Samuel Joshua, [Où va le Parti de gauche ?](#), ESSF, 28/01/13) Poser la question c'est y répondre. Il n'y aura ni réalisation d'un programme dit écosocialiste ni même victoire par les urnes par un parti ou front voulant l'implanter sans un vaste mouvement social tendant à la grève générale dont, au Québec, la « *grève sociale* » serait la porte d'entrée. Promouvoir le socialisme vert sans être un chaud partisan de la *grève sociale*, qui doit devenir un mot d'ordre d'agitation dans les moments chauds comme le *printemps érable*, est une contradiction dans les termes. Et ce gouvernement de la gauche de la gauche ne peut être qu'un levier pour favoriser sa graduelle auto disparition dans la nouvelle société civile aux mille luttes sourdes ou ouvertes. Autrement, pour parler comme les anarchistes, il ne sera qu'un *piège à cons*, une fantaisie antilibérale qui deviendra un nouvel obstacle à renverser alors qu'il n'aurait dû être qu'un moment anticapitaliste.

L'écologisme de Québec solidaire : un moteur en panne

Le programme de Québec solidaire rejette plusieurs des moyens identifiés au capitalisme vert et fixe des objectifs en conformité avec le haut de la fourchette du rapport de 2007 du GIEC, l'organisme des Nations unies responsable de la question des gaz à effet de serre :

« ...il importe de rejeter les moyens d'action qui nous mèneraient vers un maintien du statut quo :

- S'opposer aux Bourses du carbone qui sont des outils d'enrichissement des multinationales, et qui risquent de devenir un nouvel instrument spéculatif.
- Rejeter les fausses solutions techniques qui n'engagent pas de réelles réductions d'émissions des gaz à effet de serre (les agrocarburants, la géo-ingénierie, le stockage du carbone, etc.).
- S'opposer aux taxes sur le carbone qui frappent surtout les plus pauvres.

« Préconiser, d'ici 2020, de réduire d'au moins 40 % les émissions de gaz à effet de serre (GES) par rapport au niveau de 1990. Il faut aussi mettre en place une stratégie pour abandonner les énergies fossiles d'ici 2030 et réduire les émissions de GES de 95% d'ici 2050. »

C'est là un acquis très précieux que les anticapitalistes doivent défendre mordicus. Dans la plate-forme électorale 2012, la partie rejet des moyens du capitalisme vert disparaît mais les objectifs du GIEC demeurent. Les problèmes apparaissent au niveau des moyens à déployer pour atteindre les buts. On est surpris de l'emphase mise sur les moyens individuels dans le programme, ce qu'heureusement on ne retrouve plus dans la plate-forme. La plate-forme, comme le programme, en diapason avec la montée du mouvement social sur ces enjeux, réclament la nationalisation ou tout au moins le contrôle majoritaire des entreprises des secteurs de l'énergie, des mines et de la forêt... sans toutefois spécifier la valeur du rachat. S'y ajoute, toujours pour la même raison, l'interdiction de « l'exploration et la production d'énergies fossiles (incluant les gaz de schiste) et de l'énergie nucléaire ». La plate-forme, mais non le programme, complète le tout par l'engagement « de viser la gratuité [du transport en commun] dans un horizon de 10 ans ». Sauf, en parallèle, l'engagement concret « d'un objectif minimal de 20 % d'aires protégées, réparties proportionnellement dans les régions écologiques du Québec », tout le reste n'est que bonnes intentions et vœux pieux.

De toute évidence, les moyens engagés ne permettront pas d'atteindre les objectifs, ce que confirment le cadre budgétaire et le plan vert de la campagne électorale de 2012. À de modestes augmentations de la taxation du capital et des hauts revenus s'ajoute une non négligeable augmentation de l'endettement auprès du capital financier sur fond d'une optimiste prédiction de la disparition de la crise économique et d'une totale ignorance des contraintes du libre-échange (Mon article, [Le cadre financier et le plan vert de Québec solidaire](#), ESSF, 18/05/12). Il n'y est plus question de gratuité sur dix ans du transport collectif mais seulement de son électrification. Quant aux possibles nationalisations, si elles apparaissent dans le plan vert, elles se sont volatilisées quand est venu le temps des slogans électoraux, des communiqués de presse nationaux, à une exception près pour uniquement les « énergies propres », et des discours des porte-parole... ce qui ne fut pas le cas d'Option nationale. L'engagement ferme de réduire les émanations de gaz à effet de serre de 40% pour 2020 par rapport à 1990, le seul contraignant dans un proche avenir et lequel démarquait clairement Québec solidaire du PQ (-25%) et des Libéraux (-20%), a été complètement oublié durant la campagne électorale. Restait heureusement la renonciation à la production des énergies fossiles pour se démarquer du PQ.

On est à des années lumière de ce que devrait être un programme socialiste vert (Mon essai, [Un programme écosocialiste concret et mobilisateur](#), mon site web, 13/09/10). Tout en tenant compte de la pression de ses militantes et militants plutôt antilibéraux, la direction de Québec solidaire se positionne pour l'alternance, non pas pour l'alternative... si elle obtient l'improbable marge de manœuvre des maisons de crédit. Pourtant, l'effort fiscal à y consacrer d'une dizaine de milliards \$ l'an sur au moins une dizaine d'années est loin d'être « irréaliste » pour employer une des critiques favorites contre les anticapitalistes de la part des réformateurs du vieux capitalisme en nouveau capitalisme vert et des socialistes institutionnels. Revenir aux équilibres macroéconomiques québécois du début des années 80, signifierait des entrées fiscales supplémentaires au niveau du

seul budget québécois d'environ 15 milliards \$ l'an (Mon article, [Une réforme fiscale de 15 milliards \\$](#), mon site web, 5/12/11), ce à quoi il faudrait ajouter un ajustement fédéral qui serait plus ou moins équivalent.

Pour se rendre compte de l'ampleur des argents disponibles,

« [dans une étude du Conseil du travail du Canada (CTC)] on apprend que selon Statistique Canada, les quelque 150 entreprises non financières canadiennes (c'est-à-dire toutes sauf les banques) avaient, en 2011, 575 milliards de dollars dans leurs coffres, [... en 2001] les avoirs étaient alors de 187 milliards. "C'est une augmentation de plus de 200 % des réserves de liquidités en une décennie", est-il écrit dans l'étude. » (Hélène Buzzetti, [Étude du Conseil du travail du Canada - 575 milliards dorment dans les coffres des entreprises](#), Le Devoir, 30/01/13)

Même les grands argentiers canadiens s'en émeuvent :

« Le ministre des Finances, Jim Flaherty, et le gouverneur de la Banque du Canada, Mark Carney, ont eux-mêmes reconnu cet été qu'il y a un problème. "C'est de l'argent mort, avait dit M. Carney à la fin de l'été. Si les entreprises ne savent pas quoi faire avec, elles devraient le verser aux actionnaires qui trouveront bien." M. Flaherty avait approuvé : "À un certain point, ce n'est pas au gouvernement de stimuler l'économie, c'est au secteur privé de le faire et ils ont beaucoup de capitaux pour le faire." »

Les chefs de file du capitalisme canadien prennent bien garde d'expliquer que les fameux actionnaires n'investiront pas plus ces sommes que les entreprises lesquelles de toute façon les confient aux institutions financières. Quant à la solution à la suédoise du CTC de les laisser aux entreprises à condition qu'elles les investissent, c'est au pire abandonner le poulailler sous la garde du renard ou au mieux s'en remettre au capital pour structurer l'économie en fonction de la maximisation de l'accumulation du capital, donc à l'opposé des impératifs du socialisme vert. Reste que, si on ramène les liquidités des seules 150 plus grandes entreprises non financières à ce qu'elles étaient en 2001, il y a bien environ 400 milliards \$, soit environ 100 milliards \$ pour le seul Québec, d'immédiatement disponibles pour financier une révolution verte. Au Québec même, on peut penser que les entreprises sont très loin de faire leur part quand on sait qu'en 2008, selon le président du syndicat des technologues d'Hydro-Québec, l'ensemble des entreprises québécoises contribuaient fiscalement pour 3 milliards \$ au budget du gouvernement québécois tout en recevant 6 milliards \$ de subventions alors qu'Hydro-Québec à elle seule contribuait pour 4.4 milliards \$ (Radio-Canada, Première chaîne, [Radiojournal de 8h](#), 31/01/13)

Ainsi serait-il amplement possible d'avoir les moyens financiers pour amorcer un virage socialiste vert lequel serait en même temps un plan d'urgence anti-crise vers le plein emploi écologique sans tomber sous l'emprise du capital financier, ce qui donne un tout autre sens à « l'équilibre budgétaire ». Québec Inc. et Canada Inc. accepteraient-ils ce virage anti-capitaliste sans broncher ? Bien sûr que non. Il va falloir les affronter dans les urnes et surtout dans la rue. Pour cela, il faut un but stratégique et une stratégie afin de nouer les bonnes alliances. Ceux-ci se découvrent par l'analyse de l'histoire nationale mise dans son contexte pan canadien et mondial en combinaison avec celle la plus récente conjoncture de la lutte sociale, (analyse esquissée plus haut dans cet essai que complètent les références.)

L'indépendance de gauche : la stratégie liant *Printemps érable* et « Idle no more »

Dans le sillage du mouvement « Idle no more », le terrain est mûr pour une lutte pancanadienne, incluant même les ÉU et dont l'écho serait mondial, contre les sables bitumineux. Reste à lier ce mouvement qui se développe à la lutte pour l'indépendance nationale du Québec pour lui donner une signification stratégique. Cette intégration du peuple québécois passe par un désenclavement de la lutte pour l'indépendance, qui garde un appui de 40% ([Sondage Devoir-Gazette](#), question 9, 24/11/12), du terrain constitutionnel et linguistique où l'étouffent tant le PQ que Québec solidaire vers celui économique et financier. Seul un tel désenclavement est aussi en mesure d'interpeller la jeunesse et le peuple du *printemps érable* lesquels ne voient aucun rapport évident entre les revendications et aspirations de ce printemps et la lutte pour l'indépendance telle que véhiculée par le PQ et Québec solidaire.

On ne peut pas se libérer d'Ottawa sans se libérer en même temps de Toronto et de Calgary, par ailleurs tous ennemis du prolétariat canadien et des peuples autochtones, acadien et terre-neuvien et des nationalités de couleur. On ne peut pas se libérer tant du charcutage de la loi 101 par la Cour suprême que du néolibéralisme social et du conservatisme moral du gouvernement fédéral sans se libérer en même temps de l'emprise financière des grandes banques et consorts et de la mainmise du complexe auto-pétrole-bungalow, soutenu par celui militaro-sécuritaire des guerres du pétrole et contre le « terrorisme », qui structure notre économie.

Le socialisme vert requiert un investissement massif dont le but ne serait pas la maximisation des profits, ce que seul permettrait le contrôle bancaire populaire, une fois le capital financier exproprié, et son corollaire, une monnaie québécoise, afin de bloquer grève des investissements et fuite des capitaux. Seul l'indépendance permettrait au peuple québécois de se doter d'une Banque populaire du Québec qui aurait le pouvoir de contrôler les flux de capitaux non seulement internationaux mais aussi nationaux. Ainsi aurait-on les moyens d'une révolution des secteurs de l'énergie, du transport, du bâtiment, de l'urbanisme et de l'agriculture. Là réside le plein emploi écologique.

La libération nationale et sociale du peuple québécois, perspective des soulèvements de la décennie 1966-1976, dont l'électoralisme péquiste a brisé l'élan et que celui de Québec solidaire garde enterrée, passe par la lutte contre l'État canadien et ses assises financières et rentières. Cette lutte, pour être efficace et victorieuse, doit se faire conjointement avec le peuple canadien-anglais que l'indépendance de gauche, libératrice, ne peut que réjouir, en autant qu'elle est portée par une organisation crédible. Ratatinée au niveau constitutionnel et linguistique, l'indépendance ne peut que refroidir, particulièrement les progressistes anglo et les allo-québécois. Il ne s'agit pas d'une logique mécanique : ou bien la lutte pour l'indépendance ou bien celle conjointe des peuples de l'État canadien contre la bourgeoisie canadienne. Il s'agit de la logique dialectique de « *visa le noir tua le blanc* », de lutter pour l'indépendance pour vaincre la bourgeoisie canadienne dans toutes ses dimensions étatique, financière et bitumineuse.

La lutte pour l'indépendance nationale du Québec est la clef stratégique d'un Québec et d'un Canada anticapitalistes vers le plein emploi écologique et la démocratisation radicale de la société, la lutte qui frappe son ventre mou. L'histoire du Québec et du Canada démontrent que les luttes syndicales, populaires, féministes, autochtones ou environnementales n'ont pas le potentiel d'ébranler les fondements de la domination du capital sur l'État canadien. Seul la lutte pour l'indépendance du Québec a ce pouvoir. Elle hante les nuits bourgeoisies... anglophones et francophones. En 1995, ce fut la panique. En 1970 et 1990, la bourgeoisie n'a pas hésité à faire intervenir son armée au Québec. En 2012, le *Quebec bashing* médiatique a provoqué la tentative d'assassinat de la nouvelle Première ministre.

La lutte indépendantiste ne pourra cependant vaincre que si elle se coordonne à l'ensemble des luttes sociales. La conjoncture mondiale de crise combinée climatique et économique suggère une lutte pour le plein emploi écologique qui n'est autre que le volet économique d'un socialisme vert dont l'autre volet est la démocratisation de la société et pas seulement de ses institutions. La *grève sociale*, que les directions syndicales et Québec solidaire ont renié lors du *printemps érable*, est la porte d'entrée de cette stratégie. La lutte conjointe contre un Québec et un Canada rentiers, rentes financière, pétrolière, gazière et minière, même hydroélectrique, en est le passage obligé. C'est ce à quoi aspirait le *printemps érable* et ce à quoi aspire le mouvement « Idle no more ». Reste à transformer la lutte pour l'indépendance du Québec de l'obstacle nationaliste qu'elle est actuellement en ligament internationaliste que serait une indépendance de gauche.

Une stratégie à la recherche d'une organisation

Il faudra bien qu'un jour quelque organisation médiatiquement reconnue soit porteuse de cette stratégie d'indépendance libératrice du fédéral et du capital. Québec solidaire la refuse se

cantonnant de plus en plus dans la tâche de déplacer les chaises sur le pont du Titanic, ou devrait-on dire de gagner des sièges au parlement, excellent lieu d'agitation mais sans aucun pouvoir essentiel. Les collectifs anticapitalistes du parti semblent vouloir sortir enfin de leur torpeur... pour mieux sauter par-dessus le débat stratégique afin de se réfugier dans la confortable propagande de l'écosocialisme, une excellente idée mais qui commence à devenir la tarte aux pommes du réformisme de gauche pour servir de fourrage aux discours du dimanche.

Est-ce que les initiateurs de la démarche d'unité anticapitaliste au sein de Québec solidaire, après avoir renoncé à leur programme, sauf le dimanche, et même à une stratégie de la rue en faveur d'une tactique de *front populaire* avec la direction sociale-libérale du parti, laquelle au bout du compte ne les a servi ni en termes d'influence ni de croissance interne, vont faire un virage propagandiste écosocialiste consolidant leur marginalisation ? Pourtant, une démarche de *front uni* (développé dans mon essai déjà cité) dans le sens d'une orientation indépendantiste de gauche par la *grève sociale* portée par un parti organisé principalement en interface avec le mouvement social et non surtout pour participer aux élections — ce qui suppose un porte-parole-président non élu qui s'identifie et construit le parti de la rue et non qui voit son poste comme un tremplin pour se faire élire à l'Assemblée nationale — est tout à fait possible même si elle suppose d'aller à contre-courant.

La conjoncture d'un autre *printemps érable* aidant, ou mieux d'une autre *révolution tranquille* prolétarienne, la base antilibérale de Québec solidaire pourrait muer à la manière du parti grec Syriza quoique rien n'est encore assuré de ce côté. Au pire, si Québec solidaire dégénère irrémédiablement en équivalent nationaliste québécois du NPD, il serait possible d'en sortir renforcé. Il n'y a rien d'automatique ni dans un sens ni dans l'autre. Québec solidaire a dorénavant assez d'influence pour contribuer au développement de la riposte et pas seulement d'en profiter, comme il aurait pu le faire en popularisant la *grève sociale* au moment du *printemps érable*. Une Intersyndicale conséquente aiguillonnée par un courant anticapitaliste en opposition à la direction dans un esprit de *front uni* aurait pu faire pencher la balance. Les élections de septembre 2012 auraient pu alors contribuer au redémarrage du *printemps érable* au lieu d'en être le grand éteignoir.

Marc Bonhomme, 3 février 2013

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca